

# La situation économique catastrophique de la Grèce menace-t-elle la démocratie ?

ROLAND COUTURE | LE 06/04/15

La crise économique et politique du pays et son éventuelle sortie de l'euro font couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, la Grèce est une démocratie au bord de l'éclatement. À quelles évolutions politiques peut-on raisonnablement s'attendre ?

Pour comprendre la situation actuelle, Alexandre Person et Florian Lanvin, deux étudiants de l'École Centrale de Marseille, ont fait appel à une théorie développée par deux économistes contemporains, Daron Acemoglu (MIT) et James Robinson (Harvard). Ils tirent en conclusion, deux scénarii possibles d'évolution politique. Il s'y ajoute, à mon avis, une troisième voie, que suit peut-être aujourd'hui Syriza.

ADVERTISING



Ads by Teads

## Les transitions politiques vues par Acemoglu et Robinson

Le modèle, proposé au début des années 2000, décrit les mécanismes de transition des régimes politiques. Dans les sociétés non démocratiques, les élites qui dirigent redistribuent, à travers l'impôt, une part minime des richesses. Quand la menace d'un soulèvement de la population est trop forte et dépasse leur pouvoir de maintien de l'ordre, les élites au pouvoir sont forcées d'instaurer plus de démocratie. Dans les sociétés démocratiques, le contrôle politique de la fiscalité est assuré par l'ensemble des citoyens. En revanche, plus l'imposition des couches de population les plus riches est élevée, plus la menace d'une prise de pouvoir par cette catégorie de citoyens l'est aussi.

Les deux économistes distinguent les démocraties "consolidées", stables et "non consolidées", instables. Leur modèle est basé sur l'anticipation des agents sur certains critères déterminants : le taux d'imposition et la redistribution des richesses d'une part, les coûts d'une prise de pouvoir d'autre part. Ils démontrent ce qu'intuitivement nous percevons : les inégalités économiques jouent un rôle clé dans la stabilité des régimes démocratiques. Plus les inégalités sont élevées, plus la menace d'alternance entre régimes politiques est forte.

Les auteurs mobilisent la théorie des jeux en stratégie pure et les équations de Bellman pour déterminer les équilibres parfaits de Markov. Le résultat est le suivant : les transitions politiques surviennent pendant les périodes de récession économique. Pour stabiliser un régime démocratique, il faut une redistribution des richesses qui réduise les inégalités à des niveaux respectifs qui soient acceptables

par les plus riches et par le reste de la population. Les investissements et la croissance représentent également des leviers efficaces pour consolider les démocraties.

Ainsi, la révolte des uns contre un excès d'inégalité et celle des autres contre un régime trop confiscatoire jouent un rôle déterminant dans l'alternance des régimes politiques. Il est à noter que le degré d'urbanisation du pays augmente le pouvoir d'influence de la population vis-à-vis du régime politique. Comme les économies développées sont plus urbanisées que les économies en voie de développement, les régimes démocratiques sont plus stables dans les pays développés.

### **Les raisons de la colère**

En Grèce, la confusion a désormais laissé la place à la révolte. L'économie s'est effondrée, les emplois sont rares et les suicides se multiplient. Le dialogue s'est rompu entre les générations, le peuple et un régime suspecté d'être aux ordres de la Troïka. La rupture entre une élite au pouvoir et une population plongée dans la misère, montrée du doigt et honteuse, offre aux extrêmes politiques une faille dans laquelle ils s'engouffrent. L'Aube Dorée écoute, comprend, nourrit et promet de changer les choses.

Elle a obtenu 6,9 % des voix et vingt-et-un députés au Parlement. Pour son leader, "l'heure de la peur a sonné pour les traîtres à la patrie". La victoire revient à Syriza (16,7 %, 51 députés). Ce mouvement de la gauche radicale a formé un gouvernement de coalition "anti-austérité" avec le parti des Grecs indépendants. Ce parti revendique un redressement du pays face à la "conspiration" anti-Grèce, le rejet des accords de prêts faits par l'Europe, le refus de l'immigration et du multiculturalisme, et une présence accrue de l'Église orthodoxe dans la société. Un nouveau visage de la politique est en marche.

### **Vers quel futur ?**

La population a rejeté le gouvernement précédemment en place et semble désirer un nouveau type de démocratie. Deux scénarii apparaissent. Soit, les nouveaux élus font taire la révolte populaire tout en acceptant l'essentiel des exigences de la Troïka. L'Europe soutiendra alors la Grèce pour lui permettre de faire face à sa dette exorbitante. Il est toutefois probable, dans ce cas, que les inégalités continueront à se creuser et la misère à se développer. À ceci s'ajoute la honte persistante pour les Grecs d'être montrés du doigt et considérés comme responsables de leur propre faillite. Soit, la détermination du peuple grec face au refus de la misère persistera. Il risque alors d'être tenté d'aller explorer au-delà des limites de la démocratie, les partis les plus extrêmes. Une chose est sûre, la démocratie est menacée, instable, déconsolidée, pour reprendre le terme d'Acemoglu et Robinson.

Il existe une troisième voie qui va dans le sens de ce qu'ont démontré les deux économistes, celle de la réduction rapide des inégalités en commençant par l'inégalité effective face à l'impôt. C'est peut-être ce qu'est en train de poursuivre Syriza. Dans ce cas, le challenge est très élevé et loin d'être gagné face à l'Église orthodoxe, aux ressortissants les plus riches et à l'armée qui sont les principaux concernés. Il en est de même vis-à-vis de la Troïka qu'il faudra faire patienter, mais c'est sans doute la dernière solution démocratique qui reste à la Grèce.●